

Oxfam : la récupération idéologique des inégalités

Oxfam n'a pas fini de pondre des rapports quand bien même tous les pays seraient devenus riches et prospères.

Par Nathalie MP.

Comme chaque année à la même époque, l'ONG Oxfam profite du *Forum économique mondial* de Davos pour alerter les dirigeants politiques, les chefs d'entreprise et les opinions publiques sur l'état des inégalités dans le monde.

Elle a donc publié hier 22 janvier 2018 son détonnant [rapport annuel 2018](#), dont la conclusion, toujours la même, est la suivante : les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres sont la marque distinctive du développement ultra-libéral et ultra-injuste que nous connaissons depuis plusieurs décennies et elles se creusent dans des proportions alarmantes.

Une communication très étudiée

En fait d'alarme et de sensationnalisme, admirons la communication très étudiée avec laquelle l'ONG nous prend systématiquement à la gorge et force notre culpabilité de judéo-chrétiens en dépeignant un monde de misère noire soumis à la volonté implacable d'une poignée de personnes :

- Au prix d'une prolongation audacieuse des courbes, le [rapport 2015](#) prévoyait que « *les 1 % les plus riches posséderont plus que le reste de la population mondiale en 2016.* »
 - En [2016](#), Oxfam visait spécifiquement 62 hyper-riches : « *62 personnes possèdent autant que la moitié de la population mondiale* ».
 - Puis en [2017](#), ce chiffre tombe à 8. Et pas n'importe quel 8 : huit hommes. Pas femmes, hommes : « *Huit hommes possèdent autant que la moitié de la population mondiale* ».
- Inégalités ET discriminations des femmes, tout va vraiment de pire en pire.
- Aujourd'hui, [autre angle d'attaque](#). Oxfam quitte (provisoirement) le terrain du patrimoine pour s'intéresser au revenu :

Davos 2018 : les 1 % les plus riches ont empoché 82 % des richesses créées l'an dernier, la moitié la plus pauvre du monde n'en voit qu'une miette.

Si les conclusions de l'ONG ne changent guère d'année en année, la méthodologie non plus. Or elle a été l'objet de nombreuses critiques, [ici](#) en 2015 et [ici](#) en 2016 par exemple.

Pour résumer, il faut savoir que les données utilisées (celles du Crédit Suisse et celles de Forbes) sont disparates et parcellaires selon les pays, que le patrimoine dont on parle est un patrimoine net de dette qui fait d'un étudiant américain endetté pour ses études une personne plus pauvre qu'un paysan indien, et que les projections sont réalisées à partir de 2010, c'est-à-dire l'année où l'économie mondiale a commencé à repartir après la crise de 2008.

La définition de la pauvreté



Pour les comparaisons, précisons que la définition du [seuil de pauvreté](#) retenue par les services statistiques de la plupart des pays est une notion relative. Il s'agit généralement de 60 % du revenu médian. Il en résulte que le seuil de pauvreté augmente avec le revenu médian et qu'il est très différent d'un pays à l'autre.

De ce fait, un pauvre en France sera très riche en Inde, et quoi qu'on fasse, on aura toujours des pauvres. Oxfam n'a pas fini de pondre des rapports quand bien même tous les pays seraient devenus riches et prospères.

Concernant plus spécialement le rapport 2018, notons l'expression « *empoché* » qui tend nettement à faire du revenu des plus riches un vol au détriment des plus pauvres. Pour une ONG comme Oxfam, pour un [Mélenchon](#) ou pour un [Filoche](#), la notion de création de richesse n'existe pas.

Le gâteau est fixe, fini. Dès lors, tout ce que gagne un riche vient forcément en moins de ce que les autres pourraient gagner. Supprimons les riches en rognant sur leurs revenus et leur patrimoine et tous les pauvres seront, non pas riches car c'est odieux (sauf pour la [fille d'Hugo Chávez](#)), mais pourvus d'un revenu qui correspond à ce que Mesdames et Messieurs les humanitaires d'Oxfam sont prêts à leur accorder du haut de leur autoritarisme économique.

Des évolutions positives occultées

Or l'on parle de la richesse nouvelle créée en un an, une richesse qui n'existait pas auparavant et qui n'aurait pas existé si des capitalistes et des entrepreneurs n'avaient pas investi des capitaux et des idées dans des entreprises qui produisent des biens et des services utiles.

Utiles car achetés à un certain prix par des clients consentants, ce qui permet ensuite à l'entrepreneur d'embaucher car son activité se développe. De plus en plus de personnes entrant ainsi dans l'emploi, le niveau de vie augmente, avec l'heureuse conséquence de développer aussi les services dans l'éducation, les transports, la médecine etc...

Ces évolutions positives ont eu lieu partout dans le monde, notamment en Asie. J'ai eu par exemple l'occasion de souligner combien la [libéralisation de l'économie indienne](#) opérée au début des années 1990 avait eu un impact fort sur la sortie de la pauvreté de millions de personnes et combien elle avait permis aux « intouchables », socialement condamnés à n'avoir que des métiers « impurs » mal rémunérés malgré les politiques de discrimination positive en leur faveur, d'accéder petit à petit à de nouveaux emplois et parfois même au statut d'entrepreneur.

Le recul de l'extrême pauvreté

Oxfam reconnaît d'ailleurs « *qu'entre 1990 et 2010, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (à savoir avec moins de 1,90 dollar par jour) a été divisé par deux, et continue de décroître depuis.* »

Soyons plus précis et plus à jour qu'Oxfam. En 1990, la population mondiale était de 5,3 milliards de personnes dont 37,1 % vivaient sous le seuil absolu de pauvreté et en 2015, elle était de 7,4 milliards dont 9,6 % sous le seuil de pauvreté (voir [graphique](#) interactif).

Autrement dit, pendant cette période, les très pauvres sont passés de 2 milliards à 710 millions tandis que la population mondiale augmentait de 2 milliards de personnes.

Il est évident que ce résultat, même remarquable, ne pourrait satisfaire personne. Ce qu'on souhaite, c'est non seulement de voir l'ensemble de la population sortir de la pauvreté, mais de voir de plus en plus de monde accéder à la classe moyenne et pourquoi pas, à la grande richesse. Ceci est totalement possible, et peu importe si certaines personnes parviennent à des niveaux de revenus ou de patrimoine considérablement plus élevés que le reste du monde, à partir du moment où tout le monde progresse.

Le capitalisme de connivence partout ?

Mais pour Oxfam, cette richesse qui échappe à son contrôle n'est pas « gagnée ». Il convient donc de la dévaloriser le plus possible. Elle ne serait pas le résultat du talent, d'un travail acharné et d'une prise de risque, mais plutôt le fruit de privilèges ou de relations :

Les grandes fortunes sont bien plus souvent le produit d'un héritage, d'un monopole ou d'une connivence avec les gouvernements.

Il ne fait aucun doute que [le capitalisme de connivence](#) existe et qu'il répond très mal aux besoins des consommateurs dans la mesure où il se développe partiellement hors marché en s'adaptant au dirigisme étatique en échange de subventions. Un libéral encouragera toujours la libre concurrence, pas un [capitalisme](#) déterminé par les exigences de l'État. De la même façon, les situations de monopole ou quasi-monopole ne sont pas souhaitables car le détenteur de la position dominante n'est plus encouragé à s'améliorer et le consommateur en pâtit.

Peu d'héritiers, beaucoup de créateurs

Concernant l'héritage, si l'on considère les [8 hommes](#) qui ont été ciblés nommément par Oxfam l'an dernier, on ne voit pas beaucoup d'héritiers mais beaucoup de nouvelles fortunes des technologies de l'information et des fondateurs de grand groupes – Bill Gates (Microsoft),

Mark Zuckerberg (Facebook), Jeff Bezos (Amazon), Warren Buffet, Amancio Ortega (Zara), par exemple.

Leur patrimoine serait le résultat d'un héritage que cela ne changerait rien. Contrairement à ce que s'imagine Oxfam, il ne dort pas dans un coffre. Il est en partie réinvesti dans des entreprises existantes ou des startups qui à leur tour produisent et embauchent, en partie utilisé à consommer, ce qui génère également des possibilités de développement et d'emplois pour d'autres entreprises, et en partie – parfois une très grande partie – affecté à des fondations à vocations sociales ou culturelles. C'est notamment le cas de la [Fondation Bill & Melinda Gates](#) qui est dotée de 44 milliards de dollars pour agir dans les domaines de la pauvreté, de la santé publique et de l'éducation.

Une vision statique de l'économie

Mais Oxfam, complètement imbibé d'une vision statique des échanges économiques, considère que tout milliardaire en plus sur cette planète est un nouveau coup porté à l'avenir et à la prospérité de l'humanité, sans tenir compte du fait que les situations des uns et des autres sont très fluctuantes au gré des cours de bourses. Dans son rapport 2018, l'ONG explique :

Le nombre de milliardaires a connu l'année dernière sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours. On dénombre actuellement 2 043 milliardaires en dollars dans le monde. Neuf sur dix sont des hommes.

Non seulement « *le boom des milliardaires* » est vu comme le symptôme d'un système économique défaillant « *qui enferme les plus vulnérables dans la pauvreté* », mais s'y ajoute [l'horrible discrimination homme/femme](#) contre laquelle toute politique égalitaire se doit de lutter âprement. À tel point qu'on se demande si dans l'esprit de nos saintes ONG caritatives les milliardaires seraient éventuellement plus acceptables si seulement ils étaient des femmes
...

Des solutions faussées et idéologiques

Finalement, pour réduire les inégalités qui préoccupent manifestement beaucoup plus Oxfam que la pauvreté, l'ONG en vient à préconiser exactement ce contre quoi j'écris à longueur d'articles :

- toute la richesse qui est jugée (de façon purement idéologique) en trop entre certaines mains doit impérativement être réduite par l'impôt afin de nourrir des dépenses publiques toujours plus élevées ;
- les écarts de salaires doivent être plafonnés ;
- le salaire minimum doit être renforcé partout – et tant pis si les expériences montrent qu'il [écartera de l'emploi](#) les personnes les plus vulnérables ;
- et la lutte contre les paradis fiscaux et tout ce qui est [Paradise Papers](#) doit être impitoyablement relancée.

Il s'agit donc de s'inscrire dans l'alignement parfait des thèses de matraquage fiscal développées par [Thomas Piketty](#) dans son ouvrage *Le capital au XXIème siècle* (dont la méthodologie et les conclusions ont également été fortement [critiquées](#)) et à l'**opposé exact**

de tout ce qui a permis à tant de personnes de sortir de la pauvreté au cours des 25 dernières années.

La solution aux inégalités n'a pas de réponse simpliste

Ce faisant, on engloutit en dépenses publiques, subventions et aide internationale tous azimuts des sommes qui ont plus de chance de décourager les initiatives et d'alimenter le capitalisme de connivence et la corruption partout où elles seront distribuées (voir Afrique, voir Vénézuéla – un [exemple à suivre](#) d'après Oxfam en 2010 !) que de créer les emplois qu'elles ne manqueraient pas de générer, auraient-elles été consacrées à des investissements productifs sur un marché libre et concurrentiel.

Si je pouvais dire de bonne foi que la solution aux inégalités est simple, qu'il suffit de prendre plus aux riches pour redonner aux pauvres et que ceci fera accéder tout le monde à la prospérité et au bonheur, je le ferais – ce serait tellement plus confortable et tellement plus en phase avec le politiquement correct étatique qui prévaut en France !

Mais je n'y crois pas car les faits ne le démontrent pas. La volonté de lutter contre les « inégalités » entraîne de fait une tentation totalitaire et jalouse, une forme de domestication de la société dans des limites décidées par les gouvernants.

Le seul objectif impératif et juste, c'est que tout le monde soit mieux loti qu'avant. On n'a jamais trouvé mieux que la libéralisation de l'économie, l'innovation et les échanges pour y parvenir.